



Déclaration CAPN mouvement inter académique du 9 mars 2018

Contexte fonction publique

Aujourd'hui s'ouvre la CAPN qui va traiter des mutations de nos collègues ainsi que le mouvement spécifique des DCIO. C'est un moment important, qui suscite inquiétudes et interrogations de la part de nos collègues. Cependant, avant de traiter l'ordre du jour, nous souhaitons exprimer notre désaccord et notre colère face aux décisions ministérielles.

Nous assistons à une politique de démolition des services publics, un dénigrement du travail des fonctionnaires. Après l'instauration du jour de carence, le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG, le report de la revalorisation des salaires des fonctionnaires, le gouvernement a annoncé un plan de départs volontaires dans la fonction publique. Ce plan s'accompagne de la suppression de 120.000 emplois, du recours accru à la précarité (qui nous vous le rappelons touche déjà fortement notre profession), du salaire au mérite, de la diminution des instances de représentation du personnel.

La réalité est pourtant que les fonctionnaires sont dévoués au service d'une population qui est de plus en plus en difficulté du fait des politiques inégalitaires menées dans notre pays:

Au lieu de les pousser vers la porte dans une vision purement comptable et idéologique, le gouvernement devrait œuvrer à consolider et à développer les services rendus au public.

C'est pour ces raisons que les syndicats de la FSU, avec de nombreux autres, appellent les personnels à se mobiliser, à se mettre en grève et à manifester le 22 mars.

Dans l'Éducation nationale :

Les projets de réformes s'accumulent, tous aussi nocifs les uns que les autres. L'architecture du nouvel édifice correspond à des logiques largement calquées sur les modèles anglo-

saxons dans lesquels l'enseignement public est noyé dans un vaste marché. Un tel système confortera les mécanismes de ségrégation sociale et de relégation scolaire, instituant l'orientation précoce pour tous et divisant le second degré en une « école du socle » jusqu'au collège d'une part et un « continuum bac-3/+3 » d'autre part.

Le projet de réforme du baccalauréat, même si le ministre a évacué les propositions du rapport Mathiot qui étaient inapplicables, n'en demeure pas moins inacceptable.

Pour les élèves, ce projet construit un lycée du tri et de l'orientation précoce.

Les disciplines de spécialités sont mises en place pour permettre d'évaluer les attendus prévus par la réforme Vidal et ce n'est ainsi pas un hasard que leur évaluation au baccalauréat soit avancée au printemps pour leur prise en compte dans Parcoursup.

Concernant Parcoursup, l'institution demande aux élèves de se lancer dans une compétition dont personne à ce jour ne connaît précisément les règles. Des entreprises de *coaching* et cabinets de conseil en orientation privés en font leurs choux gras en capitalisant sur le stress des élèves et de leurs parents face aux exigences nouvelles des « attendus », quand ce n'est pas la ministre Madame Vidal elle-même qui les labellise. L'orientation est aussi un vaste marché !

Au total, les élèves font les frais du manque d'investissement dans l'enseignement supérieur depuis de nombreuses années (entre 2009 et 2016 : perte de 7 000 postes de titulaires dans les universités, dont 774 postes d'enseignants-chercheurs entre 2014 et 2016. Dans la même période il y a eu 294 000 étudiants supplémentaires, il y en aura 40 000 de plus à la rentrée prochaine).

La FSU :

- demande que le baccalauréat reste le premier grade universitaire, permettant l'accès à l'université de tous les lauréats,
- défend un projet du lycée et de l'enseignement ambitieux, permettant de répondre aux exigences de qualification de notre pays.

Concernant l'orientation, le SNES-FSU est très attaché à une conception éducative qui fasse le pari des possibilités de développement et de réussite de tous les élèves. Ceci suppose que l'orientation scolaire reste de la responsabilité de l'Éducation nationale et que les Psychologues de l'Éducation nationale puissent y apporter leur regard spécifique et toutes leurs connaissances d'une part du développement des adolescents et de la manière dont ils élaborent les projets d'avenir, et d'autre part des structures de formation et des métiers. Nous attendons que le ministre démente rapidement les annonces de l'association des régions de France (ARF) qui prétend que la décision a été prise par le Premier ministre et le Ministre de l'Éducation nationale de confier aux régions l'orientation scolaire.

Concernant le réseau des CIO, nous dénonçons la poursuite du « sabotage » du service public de proximité. Au moment où le ministère prétend faire de l'orientation un point phare de la réforme du lycée, les CIO continuent à fusionner, à fermer (par exemple dans l'académie de Toulouse, Nancy, Strasbourg). Dans certaines académies, la transformation des CIO en point d'accueil fragilise le réseau des CIO. Dans de nombreuses académies, on constate des suppressions de postes administratifs, notamment dans des CIO et points d'accueil qui n'en compte qu'un seul. Nous y voyons donc un moyen déguisé d'aller vers plus de fermetures. Le personnel est mis en difficulté, leurs conditions de travail se détériorent. Comment, dans ces conditions, accorder du crédit au discours du ministre ?

Nous allons en venir maintenant à l'ordre du jour de cette CAPN.

Concernant le mouvement des DCIO, nous souhaitons rappeler que ce mouvement spécifique pose d'importants problèmes de transparence et d'équité dans le traitement des candidatures. Il ne faudrait pas qu'il prenne la forme d'un mouvement académique, chaque rectorat favorisant les candidats de son académie. Nous vous avons alertés lors du G.T. sur certaines situations. Nous remarquons que nos remarques n'ont pas été prises en compte, aussi nous réitérons nos demandes qui permettraient de réduire le nombre de postes vacants et de donner satisfaction à plus de collègues.

Nous souhaitons rappeler que nous sommes opposé.e.s à la transmission du projet de mouvement inter avant la tenue de la CAPN. Nous avons d'ailleurs constaté que le projet avait été divulgué aux personnels concernés avant même que les fichiers ne soient mis à la disposition des élus du personnel : c'est, de la part de notre administration, une bien piètre image qu'elle donne de la considération dans laquelle elle tient le paritarisme. Une telle diffusion dont notre administration est à l'initiative depuis quelques années provoque parmi les collègues de l'inquiétude. La propagation des rumeurs les plus diverses porte atteinte à l'image de l'administration elle-même.

Par ailleurs, nous avons encore une fois constaté que des informations confidentielles avaient été transmises aux collègues. Ainsi, dans l'académie de Lyon de nombreux directeurs de CIO ont annoncé avant la CAPN qu'ils avaient obtenu leur mutation. Nous demandons que soit respectée la CAPN ainsi que le travail de vérification mené par les représentants du personnel pour assurer équité et transparence.

Concernant le mouvement interacadémique, nous souhaitons avoir des explications sur les critères de répartition des entrants entre les académies.

Même si le MEN ouvre davantage de capacités d'accueil, nous constatons que certaines académies ont au regard du nombre de postes vacants, peu d'entrants. Le nombre de postes vacants qui apparaît dans les documents ne correspond pas à la réalité. Pour les psychologues EDO, la région académique Auvergne Rhône Alpes (Lyon, Grenoble et Clermont-Ferrand), qui depuis cette rentrée a un centre de formation, voit au total seulement 27 entrants pour 96 postes réellement vacants. Pour Lyon, le nombre d'entrants

(9) est sensiblement le même que les années précédentes alors qu'il y a 39 postes vacants (chiffre après mouvement intra 2017), que les stagiaires sont en majorité des ancien.ne.s contractuel.es avec des situations familiales complexes (enfants en bas âge, conjoint en CDI dans l'académie). Comment auraient-ils pu penser qu'il y aurait un nombre aussi drastique d'entrants ? De ce fait, les barres d'entrées pour ces académies sont très hautes. Les situations des académies de Rennes, Nantes, Reims... restent également très tendues.

Nous observons des situations très problématiques, en particulier :

- l'absence d'ouverture de capacités d'accueil que ce soit pour les EDO ou pour les EDA en Martinique,
- un seul entrant EDA et aucun EDO en Guadeloupe...
- seulement 2 entrants en Corse pour les EDO, aucun EDA...
- un seul entrant EDA à la Réunion alors qu'il y a au moins 14 postes vacants

Ces situations qui se renouvellent ne permettent pas à nos collègues de regagner leur académie d'origine alors que l'administration les incite à passer le concours. De ce fait leurs situations personnelles et familiales s'aggravent.

Force est de constater qu'être éloigné.e de sa famille nuit à la santé de nos collègues et peut avoir des répercussions négatives sur leur investissement professionnel. Plus globalement, les services peuvent en pâtir.

Nous avons besoin de clarifier un certain nombre de points concernant les psychologues du 1^{er} degré :

- Nous renouvelons notre demande de voir figurer leur rattachement administratif à une école en complément à l'affectation en circonscription, et ceci conformément à la circulaire du 28 août 2014 sur les RASED. En effet, l'absence de rattachement administratif à une école pose des problèmes de mouvement à l'intérieur d'une circonscription (il peut y avoir plusieurs RASED dans une circonscription). De surcroît, cela peut amener à un désengagement des communes dans le financement de l'équipement des postes de psychologues.
- nous demandons des précisions sur la gestion des postes : relève-t-elle de la gestion rectorale ou départementale au titre du pilotage des RASED ?

D'une manière générale, pour les deux spécialités la FSU demande des créations de postes afin que les psychologues puissent remplir l'ensemble de leurs missions, sur des secteurs se rapprochant de la moyenne européenne (800 élèves par psychologue).

Nous allons vous présenter un certain nombre de situations particulièrement difficiles pour lesquelles nous vous proposerons des améliorations et nous avons également un certain nombre de questions.